



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 20/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IMERYS CERAMICS FRANCE

Carrière implantée au lieu-dit « Le dessus de l'église » à 77160 Poigny

Références : E23198

Code AIOT : 0006506597

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2023 dans l'établissement IMERYS CERAMICS FRANCE implanté au lieu-dit « Le dessus de l'église » à Poigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS CERAMICS FRANCE
- « Le dessus de l'église » (77368001) 77160 Poigny
- Code AIOT : 0006506597
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière de Poigny est très ancienne et est actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral n° DCSE/M 2018-6 du 18 juin 2018 pour une durée de 30 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite d'un site en sommeil

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Impacts sur le milieu naturel: mesures d'évitement, de réduction compensation	Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 5.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Documents à transmettre dans le cadre du suivi de la carrière	Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article Chapitre 9	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 8.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Caractéristiques de la carrière	Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 1.1.3	/	Sans objet
2	Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 4.14.3	/	Sans objet
3	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 4.15	/	Sans objet
7	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 7.1 et 7.3	/	Sans objet
8	Renouvellement des garanties financiers	Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 7.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière n'a pas été exploitée depuis 2018. Les espaces concernés par les mesures d'évitement ne sont pas matérialisés sur le site. L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection les documents de suivi annuel 2022 hormis un plan de situation et un état des paramètres S1 ? S2 et S3 qui montre que le paramètre S2 intervenant dans la détermination des montants de référence des garanties financières est dépassé pour la première période quinquennale. Un nouveau calcul et un nouvel acte de cautionnement ont été transmis le 6/9/23.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristiques de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 1.1.3
Thème(s) : Situation administrative, tonnage d'extraction
Prescription contrôlée : Le gisement d'argile à extraire est estimé à 15 000 tonnes. La production maximale de matériaux extraits est de 5 000 tonnes.
Constats : La carrière n'a pas été exploitée depuis plusieurs années.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Remblayage de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 4.14.3
Thème(s) : Autre, Apports de matériaux inertes
Prescription contrôlée : (...) Le volume d'apports extérieurs est de 12 000 m ³ par an au maximum. (...)
Constats : Il n'y a pas eu d'apports extérieurs en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 4.15
Thème(s) : Autre, Limitation d'accès
Prescription contrôlée : L'accès de la carrière est interdit au public. En Particulier une clôture solide et efficace empêche l'accès aux zones de travaux, particulièrement les fronts d'exploitation. Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalle régulier sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, ainsi qu'à proximité du périmètre clôturé.
Constats : L'accès à la carrière dispose d'un portail. L'inspection demande à l'exploitant de vérifier la totalité de la clôture et le panneauage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Impacts sur le milieu naturel: mesures d'évitement, de réduction compensati

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 5.2
Thème(s) : Autre, Mesures d'évitement
Prescription contrôlée : Les prescriptions à respecter sont les suivantes: - préservation de la partie Nord de la friche pionnière calcicole Nord soit 1800m ² sur 4600m ²), - préservation de la totalité des pelouses calcicoles (1000m ²), de la fiche herbeuse calcicole (3000) et des boisements (13 000 m ²) (...)
Constats : Les secteurs à préserver doivent être repérés, mis en défens sur le terrain et reportés systématiquement sur le plan annuel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Documents à transmettre dans le cadre du suivi de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article Chapitre 9
Thème(s) : Autre, suivi annuel
Prescription contrôlée : Documents à transmettre au plus tard le 1er Février de l'année n+1: - plan d'exploitation selon les dispositions de l'article 4.18 - qualité des eaux superficielles selon les dispositions de l'article 6.1.1.2.9 - rapport de fin des travaux d'implantation du piézomètre selon les dispositions de l'article 6.1.1.3.1 - qualité des eaux souterraines, suivi du niveau piézométrique selon les dispositions de l'article 6.1.1.3.4 - bruit: niveaux sonores en limite et émergences en zones d'émergence réglementée selon l'article 6.1.4.2.4 (tous les deux ans) - suivi des garanties financières : plan et valeurs de S1, S2, et S3, selon l'article 7.7
Constats : Seul le plan de situation a été transmis à l'inspection par courrier du 21 avril 2023. L'inspection a reçu par mail du 30 août un plan et les valeurs de S1, S2 et S3 au 15 décembre 2022. L'exploitant s'est engagé par mail du 30 août à transmettre l'ensemble des documents dès que possible à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 8.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté de l'installation et de ses abords
Prescription contrôlée : L'ensemble du site et ses abords sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. (...)
Constats : L'inspection constate la présence de stocks d'argiles sur une plate forme avant l'entrée de la

<p>carrière de POIGNY en dehors de tout périmètre carrière.</p> <p>L'exploitant explique que les matériaux proviennent de la carrière de Sainte Colombe à proximité et sont destinés à l'usine de traitement d'argile de POIGNY.</p> <p>L'inspection indique qu'il doit se positionner vis-à-vis de la rubrique 2517 station de transit de la nomenclature des installations classée et faire les démarches nécessaires (déclaration ou enregistrement) s'il souhaite maintenir ces stocks à cet endroit (hors de tout périmètre ICPE à ce jour).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article article 7.1 et 7.3
Thème(s) : Autre, Garanties financières
<p>Prescription contrôlée : les valeurs de S1, S2 et S3 à ne pas dépasser sont: pour la première période quinquennale : S1 (période 1) = 0,39 ha S2 (période 1) = 1,26 ha S3 (période 1) = 0,13 ha</p> <p>pour la deuxième période quinquennale: S1 (période 2) = 0,39 ha S2 (période 2) = 0,38 ha S3 (période 2) = 0,13 ha</p>
<p>Constats : L'inspection a reçu par mail du 30 août un plan de situation avec les valeurs de S1, S2 et S3 au 15 décembre 2022.</p> <p>Ces valeurs sont à comparer aux valeurs de S1, S2 et S3 fixées par l'arrêté préfectoral du 18 juin 2018 pour déterminer les montants de référence des garanties financières de la première période quinquennale du 18 juin 2018 au 18 juin 2023.</p> <p>S1(2022)= 0,5 ha est supérieur à S1 (période 1) = 0,39 ha S2(2022)= 2,42 ha est supérieur à S2 (période 1) = 1,26 ha et > S2 (période 2)= 0,38 ha S3(2022)= 0,07 ha est inférieur à S3 (période 1) = 0,13 ha</p> <p>De plus, à partir de juillet 2023, la carrière entre dans la deuxième période quinquennale et la valeur de S2 de référence devient 0,38ha. Cette valeur est à comparer à S2 (2022) puisqu'il n'y a eu aucun travaux cette année.</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 6/9/23 un calcul des garanties financières.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Renouvellement des garanties financiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 7.3
Thème(s) : Autre, Renouvellement des garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement.
Constats : L'acte de cautionnement actuel arrive à échéance le 9 octobre 2023. L'acte suivant aurait dû être transmis au Préfet de Seine-et-Marne avant le 9 juillet. L'exploitant a informé l'inspection qu'il a fait la demande auprès de son garant puis a transmis par mail du 6/9/23 un calcul des garanties financières et un nouvel acte de cautionnement pour la période du 9 octobre 2023 au 9 octobre 2028. Cependant comme les paramètres ne sont pas respectés, un arrêté préfectoral complémentaire de mise à jour des montants de référence avec de nouvelles valeurs de S1 S2 et S3 est nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

